

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 41, Numéro 8 > Novembre 2014 > droitdeparole.org



Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Québec, le 9 novembre dernier contre les coupures dans les centres de la petite enfance (CPE). Malgré les promesses faites en campagne électorale, le gouvernement Couillard ne s'est pas gêné pour annoncer une augmentation des tarifs de garderie. Une augmentation que refusent de nombreuses familles québécoises.

PHOTO FRANÇOIS G. COUILLARD

Mobilisation pour les services publics

La perte de services à la clinique médicale St-Vallier : c'est aussi ça l'austérité

Par **Nathalie Côté**

Les gens du quartier Saint-Sauveur tiennent à leur service de santé de proximité et ils ont signé en masse la pétition du Comité Sans rendez-vous demandant le maintien de la section sans-rendez-vous de la clinique médicale Saint-Vallier.

La pétition a recueilli près de 2000 signatures en quelques semaines. Plusieurs centaines de signatures ont été recueillies par madame Danielle Randhal, résidente du quartier Saint-Sauveur, qui a rencontré des dizaines de citoyens et de citoyennes du quartier choqués d'apprendre l'éventuelle fermeture de la clinique sans rendez-vous.

Voilà la preuve que les citoyens de Saint-Sauveur ne sont pas dans l'immobilisme!

Si ce service ferme, ce ne sera plus possible de voir un médecin sans rendez-vous dans le quartier Saint-Sauveur. Il faut se rappeler qu'il n'y a pas si longtemps, il y avait plusieurs médecins accessibles sans rendez-vous en basse-ville. Qu'on pense au CLSC basse-ville, abandonné par les médecins. Les dizaines de milliers de personnes n'ont-ils pas droit à des services médicaux gratuits? Ayons un peu d'ambition quand même!

Va-t-on laisser les gens du quartier Saint-Sauveur, un des plus pauvres de Québec, se laisser ainsi déposséder? Après la fermeture de la Caisse populaire sur St-Vallier, après l'annonce de l'éventuelle démolition du Centre Durocher, etc., etc. Tout cela fi-

nira par démoraliser la communauté.

Ce que proposent les partis politiques

En campagne électorale, Québec solidaire proposait, fort pertinemment, que le gouvernement réinvestisse dans les CLSC pour offrir un meilleur service dans tous les quartiers et toutes les régions du Québec. Le Parti québécois, pour sa part, proposait de poursuivre l'investissement dans les Groupes de médecines familiales (la clinique médicale Saint-Vallier en est un).

Mais que peut-on attendre du Parti québécois, alors qu'un des aspirants chefs, Pierre Karl Péladeau, déclare qu'il est ouvert à plus de privé en santé? Qui donc va défendre l'accès à des soins de santé universels et gratuits dans l'opposition?

auront lieu simultanément à Montréal et à Québec. Rendez-vous au Parc des champs de bataille à 13h.

Printemps2015.org

Ces rassemblements ne sont qu'un début. Diverses organisations syndicales, populaires, étudiantes et autochtones ont déjà commencé à travailler à une grande mobilisation pour le printemps 2015 et invitent tout le Québec à s'organiser: «Parce que pendant qu'ils nous vident les poches, les gouvernements fédéral et provincial multiplient pourtant les dépenses militaires, investissent dans les prisons, la police, les dispositifs sécuritaires et pavent les routes de l'industrie pétrolière, minière et gazière.»



Les citoyens de Saint-Sauveur tiennent à leur clinique sans rendez-vous.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Du béton, encore du béton

Les libéraux, quant à eux, annonçaient en campagne électorale la construction de supercliniques. Encore du béton, chers amis...

Quand le gouvernement aura laissé fermer tout ce qui reste de services médicaux de proximité, il aura le loisir de laisser se construire de nouvelles supercliniques et, surtout, n'est-ce pas son plan?, de laisser la porte tout grande aux cliniques privées. Elles ont déjà commencé à ouvrir un peu partout. Mais tout cela sera accessible à qui?

Ensemble contre l'austérité, le 29 novembre

Ces fermetures de services de santé participent au démantèlement des services publics. C'est ça l'austérité. Tout le monde le constate, depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux de Philippe Couillard, c'est pire que jamais.

Le 29 novembre prochain ce sera l'occasion de défendre la redistribution de la richesse et le maintien de services publics de qualité. Deux grandes manifestations



Lettre aux lecteurs

Visité le port de Québec mais pas convaincu

Le jeudi 16 octobre, à l'invitation de Raymond Côté, député du NPD et Véronique Lalande, citoyenne engagée de Limoilou, nous avons assisté, avec une centaine de personnes, à une soirée d'information sur le problème de la pollution atmosphérique dans la Basse Ville de Québec. Nous avons apprécié les exposés de M. Côté, Mme Lalande et André Delisle, mais nous avons mentionné que nous aurions aimé avoir également la présence de représentants du Département de santé publique, du Ministère de l'Environnement (MD-DELCC) et du Port de Québec. On nous a répondu que ces organismes avaient été invités mais qu'ils n'ont délégué person-

ne. Dimanche le 19 octobre, nous avons participé à la journée portes ouvertes, organisée par le Port de Québec, afin d'en apprendre davantage. Nous avons parcouru les kiosques du Terminal des croisières et visité la partie de Beauport des installations portuaires. Nous avons posé de nombreuses questions sur les problèmes de la pollution de l'air aux différentes personnes hôtes de cette journée. Un employé du Port nous a mentionné que plusieurs millions avaient été investis, depuis 3 ans, pour réduire la pollution. Dans notre trajet commenté en autobus, nous avons été frappés par l'envergure des opérations industrielles de transbordement effectuées

si près d'une zone densément habitée. De plus, nous avons cherché à faire un lien entre les sommes investies et la solution du problème des poussières de nickel en particulier. Nous avons vu des convoyeurs couverts, des canons à eau et des stations d'échantillonnage de l'air. Nous avons vu également des convoyeurs non couverts, des matières en vrac et à l'air libre.

Notre visite nous a déçus, car elle n'a pas permis de nous faire confirmer quelle était la source des émanations de poussières de nickel que nous retrouvons dans notre quartier et encore moins de nous faire une idée sur l'efficacité des mesures prises pour les éliminer. Nous

savons qu'il existe un problème de pollution de l'air depuis au moins 2 ans et nous aurions apprécié que les porte-parole des activités portuaires situent directement la cause du problème et nous parlent précisément des solutions mises en place pour le régler. Bien que notre visite du port n'ait pas permis de calmer nos inquiétudes, nous souhaitons ardemment que les différents acteurs en cause dans cette problématique retrouvent la voie du dialogue constructif pour le bien de toute la communauté.

Pascal Grenier et Michel Yacoub

Résidents de Limoilou depuis respectivement 3 et 30 ans

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage: 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal: Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Les Amis de la Terre de Québec, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin
Coordination: Nathalie Côté
Collaboration spéciale: Michaël Lachance, Renaud Pilote, Michaël Lessard, Malcolm Reid,

Simon-Olivier Gagnon, Nicolas Phébus
Photos: Nathalie Côté, Collectif Emma-Goldman, François G. Couillard, Pierre Mouterde, Judith Dubeau
Illustrations: Malcolm Reid, Marc Boutin
Révision: Lynda Forgues
Design: Martin Charest

Webmestre: La collective Nalyn
Imprimeur: Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.



Encore des consultations bidon dans St-Roch ?

Par Marc Boutin

Citoyennes et citoyens de Saint-Roch, un autre projet particulier d'urbanisme (PPU) va bientôt vous tomber dessus. À la fin, c'est le quartier au complet que la Ville aura soustrait aux règles de la démocratie participative en matière d'urbanisme. Finie la possibilité pour les citoyens de signer un registre pour tenir un référendum, comme ça se fait (encore) en Haute-ville quand un gourmand promoteur veut outrepasser les limites du zonage.

Pourquoi un autre PPU à Saint-Roch si peu de temps après la grogne populaire qui a suivi celui de 2012? Certainement pas parce que des citoyens en ont fait la demande. C'est parce que des promoteurs gourmands frappent aux portes du pouvoir municipal pour se plaindre du zonage trop restrictif dans le quartier.

Kevlar, ainsi que des compagnies proches de Kevlar, comme le dévoilait Valérie Gaudreau dans *Le Soleil* du mercredi, 29 octobre, se sont inscrites au registre des lobbyistes pour faire monter les limites de hauteur de 4 à 20 étages sur les terrains vagues qui longent la rue Saint-Vallier. GM Développement (cette même compagnie qui a poursuivi des citoyens ayant osé diffuser des dessins de ses misérables projets de tours) veut construire un dix étages sur la rue Caron. Ces promoteurs, et certainement d'autres plus discrets, veulent changer les règles du jeu? Or, quoi de mieux qu'un PPU pour les satisfaire! Ça, ça s'appelle «avoir l'écoute de la Ville».

Bien entendu, en annonçant la nouvelle au Conseil de quartier le 30 octobre dernier,

la conseillère Chantal Gilbert a laissé entendre que la Ville allait procéder autrement, que la consultation des groupes témoins allait se faire «en amont» des consultations officielles, que le processus serait cette fois-ci très différent. C'était presque un aveu de culpabilité, comme si elle avait dit «cette fois-ci, nous allons vous écouter».

Craignez l'eau froide citoyens échaudés!

Le problème du dernier PPU n'est pas que les citoyens ont été consultés au mauvais moment dans le processus, c'est qu'ils n'ont pas été écoutés. En effet, des centaines de citoyens présents à la soirée de consultation au club de tennis Victoria, et de multiples organismes qui les représentaient, sont venus dire aux élus (Madame Gilbert et Monsieur Picard) qu'ils voulaient que le développement de Saint-Roch se fasse dans le respect d'un environnement urbain, avec un zonage résidentiel de 3 étages et demi. Or, cette majorité écrasante n'a pas été écoutée par le maire. En revanche, les promoteurs, qu'on pouvait compter sur les doigts d'une seule main et qui voulaient faire sauter les règles du zonage, ont eu toute son écoute.

Tant que les représentants de la Ville n'admettront pas que le vrai problème des PPU est l'absence de respect envers la majorité – et donc envers la démocratie – quand vient le temps d'en tirer des conclusions, les PPU resteront un guet-apens pour les citoyens qui, parce qu'ils aiment leur quartier, s'échinent à écrire et à présenter des mémoires. Citoyens, citoyennes, il vaut mieux écrire dans des journaux sympathiques ou, encore, descendre dans la rue, là où s'établissent les vrais rapports de force.



L'histoire à peine romancée du PPU de la Ville de Québec dans le quartier Saint-Roch. ILLUSTRATION MABOU

L'acceptabilité sociale: pu capable!

Par Lynda Forgues

On n'est plus capable d'entendre l'expression « acceptabilité sociale ». Il y a quelques années, les compagnies l'utilisaient pour faire la promotion des gaz de schiste. Petrolia et les partis politiques l'ont susurré pour Anticosti. Trans Canada et Enbridge en abusent pour défendre leurs projets polluants.

Ce n'est pas qu'en environnement mais aussi en développement urbain que ce concept fait des ravages.

À qui ça sert l'acceptabilité sociale?

Quand les entreprises privées ou les gouvernements parlent d'acceptabilité sociale, c'est pour dire: «les gens n'ont pas encore compris, il faut les éduquer.» Il faut rendre acceptables les projets que contestent les citoyens et les communautés concernées.

Le Conseil du patronat a même un guide sur l'acceptabilité sociale, un guide pour faire avaler aux gens des décisions qui viennent d'en haut. Comme l'écrivait Bruno Masse dans *Huffington post* en 2013: «La prémisse méprisante des compagnies privées est que l'opposition des citoyen-nes est largement due à un manque d'information, puisque ceux et celles-là ne seraient pas qualifiés pour se prononcer sérieusement sur quoi que ce soit.»

Le Conseil du patronat, puisqu'il s'agit bien sûr d'une tactique de boss, estime que la résistance citoyenne ce n'est pas la démocratie en action, c'est un problème économique à régler.

Que ce soient des consultations publiques, des conférences de presse, des manifestations, des actions médiatisées qui portent les journalistes à questionner, ça dérange le projet, car ça crée de l'incertitude chez les investisseurs et, pour les patrons, il n'y a rien de plus *plate* que l'incertitude chez les investisseurs, lorsqu'un projet est en cours.

Alors que faire? Que veulent faire les patrons et les gouvernants contre la prise de parole et la prise de conscience des communautés? Il faut rassurer ce bon peuple. Lui faire croire qu'on lui donne la parole. Le maire Labeaume est un bon exemple de ces politiciens qui ont toujours déclaré savoir ce qui est bon pour les gens et qui rechignent à les consulter; selon ces dirigeants, les citoyens sont trop peu qualifiés pour se prononcer sur ce qui les concerne.

Ils savent trop bien qu'en fait les gens comprennent ce qui se passe et que c'est pour cette raison que la résistance s'organise.

Comment se prépare l'acceptabilité sociale?

Pour les pouvoirs, il importe de mettre en place - où il n'y en a pas déjà - une structure où les gens auront l'impression d'être consultés publiquement, mais sans processus démocratique. Un BAPE peut

faire l'affaire, pour l'environnement, comme un conseil de quartier, pour les choses municipales, surtout quand, en plus, on vient y promettre un beau gros PPU.

Les citoyen-nes mettront énormément de temps et d'énergie dans cet exercice prévu par le pouvoir, afin de faire valoir leurs points, exercice au cours duquel ils n'auront aucun pouvoir décisionnel. S'ils refusent de participer on les accuse d'être mauvais joueurs et de ne pas saisir la chance qui leur est offerte, s'ils participent, de bonne foi, ils peuvent même avoir l'illusion de faire partie de la prise de décision. C'est de l'ordre du spectacle, de la bonne grosse oreille sympa, du micro tendu au citoyen, tout aussi efficace que la période de questions au Conseil municipal, c'est tout dire. Ensuite, va t'asseoir. Le projet peut continuer, on a assuré ses arrières morales.

Pourquoi toujours ces idées imposées d'en haut?

Dans une ville comme Québec, faire croire à la démocratie municipale c'est vraiment de l'hypocrisie; les citoyen-nes n'ont à peu près aucun pouvoir, le conseil municipal dans son ensemble ne protège pas les citoyen-nes, ni même le territoire, et n'est qu'un partenaire actif de l'entreprise privée et des promoteurs. Dans cette situation, c'est par des mobilisations citoyennes et des organisations à la base que s'exerce la véritable démocratie.

Le concept d'acceptabilité sociale ne

vient pas de la base. Ni des citoyen-nes de Saint-Roch, ni de ceux et celles de Saint-Sauveur. Les organisations de défense des gens ne devraient pas se laisser leurrer par les discours du pouvoir ni faire siens les concepts des patrons. Ce qui est inacceptable, ne l'est pas plus si présenté avec des gants blancs.

Irait-on jusqu'à parler d'acceptabilité sociale pour faire passer la démolition du Centre Durocher? et pour vendre un projet de logements en lieu et place du centre communautaire?



Opposition citoyenne au pipeline. PHOTO COURTOISIE

Financement et autonomie du communautaire en péril

Par **Nathalie Côté**

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) a réagi aux propos du ministre des finances Leïtao le 29 octobre dernier. Le réseau dénonce le fait que le ministre libéral « voit dans les organismes communautaires un moyen de sous-traiter à rabais une partie de sa mission sociale et ainsi obtenir des économies d'échelle. »

« Même si le premier ministre Couillard a tenté de rassurer le milieu communautaire en affirmant que « ce n'est pas une partie importante de notre plan », la réponse du RQ-ACA reste la même : pas question de collaborer à cette entreprise qu'est la privatisation des services publics. »

De nombreux services sont d'ores et déjà donnés par le communautaire à bas prix. Les groupes devraient plutôt être davantage reconnus pour leur travail. Selon le RC-ACA :

« Les propos du ministre sont très méprisants envers les travailleurs, travailleuses et organismes communautaires. Affirmer faire des économies en demandant à des organismes communautaires déjà sous-financés et des employés déjà mal rémunérés de faire le travail est tout simplement indécent. » Il revendique : « L'État québécois doit garder sa mission sociale et assumer pleinement ses responsabilités face aux services publics. Croire que les organismes communautaires autonomes

puissent se substituer à l'État et offrir les mêmes services démontre une méconnaissance totale du milieu communautaire. »

Hausses prévues annulées

Non seulement le gouvernement actuel a annulé la hausse de 120 millions sur trois ans, prévue par le gouvernement québécois à l'automne 2013, mais il entrevoit de couper dans le financement à la mission des organismes.

Pour le RQ-ACA, « l'actuelle politique d'austérité du gouvernement Couillard n'est pas implantée par souci de faire des économies et de réduire la dette. Si c'était le cas, il s'emploierait activement à mettre en place des mesures semblables à celles proposées par la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics qui permettraient d'ajouter 10 milliard de \$ dans les coffres de l'État. »

Un projet idéologique

C'est l'autonomie des groupes communautaires qui est remise en question dans toute cette politique. Sans parler des groupes de défense de droits, dont l'existence est encore plus précaire. Mais ces coupes font aussi partie d'une stratégie bien organisée. Une « stratégie du choc » pour décontenancer tout le monde. Comme le signale le RC-ACA : « Le principal objectif de l'austérité est de « repositionner l'État québécois » comme l'a mentionné à plusieurs reprises le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux. C'est-à-dire, réduire drastiquement et à tout prix la taille de



l'État, pour des questions idéologiques qui estiment que la richesse ne peut être créée que par l'entreprise privée. »

Pas de compromis en vue

Le RQ-ACA annonce qu'il ne fera aucun compromis : « Le ministre Leïtao et le pre-

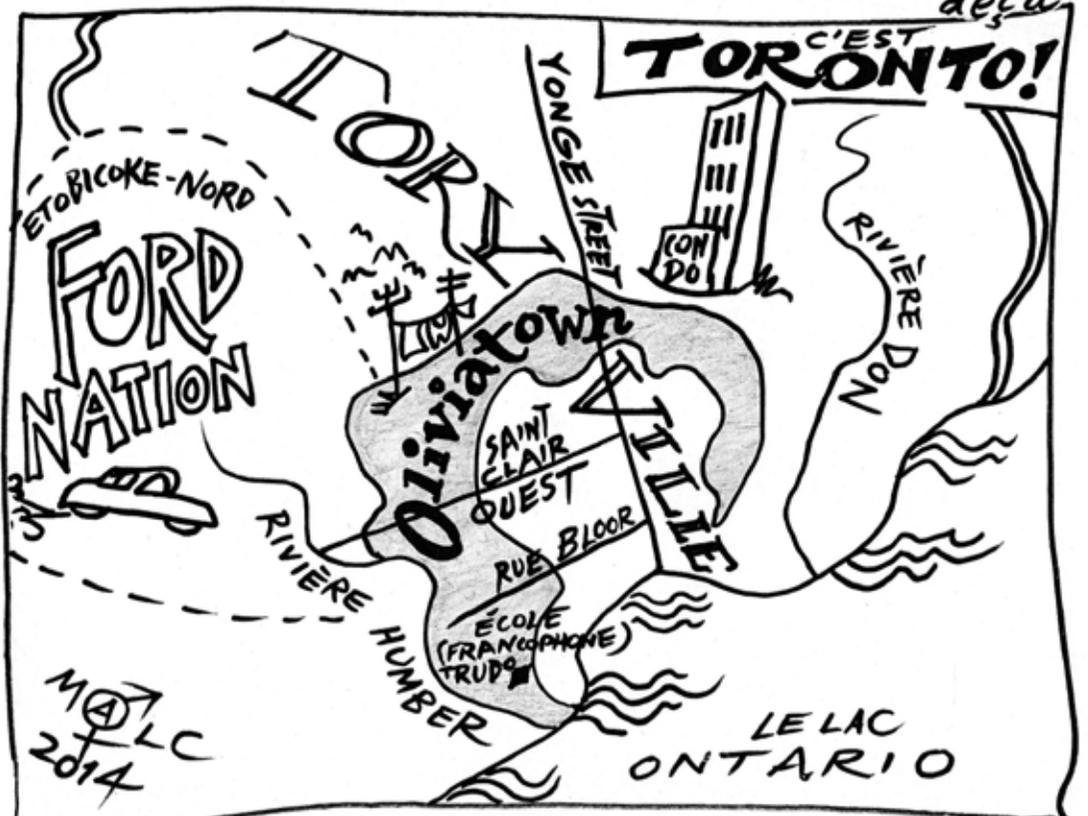
mier ministre Couillard ne doivent donc pas s'attendre à la collaboration des organismes d'action communautaire autonome (ACA) dans l'implantation de services dont l'objectif premier est l'appauvrissement des travailleuses et travailleurs et la destruction du modèle québécois. »



40 ans de solidarité dans nos quartiers!
Donnez généreusement au
fsgpq.org/don

Malcolm sur la route

DIMANCHE 27 OCTOBRE 2014
Toronto vote
JOHN TORY, maire
ROB FORD, fantôme
OLVIA CHOW, espoir déçu



Ayant vécu une semaine électorale à Toronto, j'ai dessiné une carte imaginative de la ville. — MALCOLM REID

Pollution au nickel

Les hauts et les bas

d'une lutte essentielle

Par Pierre Mouterde

En ces temps de néolibéralisme débridé, s'il y a bien une leçon que l'on peut tirer de l'actualité, c'est que les luttes que l'on mène doivent être conçues comme des luttes sur le long terme, comme des luttes de longue haleine, exigeant tout à la fois détermination et persévérance. Ainsi en va-t-il du combat mené par Véronique Lalande et son compagnon Louis Duchesne pour en finir avec le cocktail de poussières toxiques se répandant — depuis le port — sur de larges secteurs de la ville de Québec.

Cela fait maintenant un peu plus de 2 ans — le 26 octobre 2012 exactement — qu'ils ont pour la première fois sonné l'alerte et qu'ils ont commencé, comme le dit Véronique Lalande, « à transformer l'indignation en action ». Et malgré un travail collectif acharné, il y a eu jusqu'à présent bien peu de résultats probants en termes de mesures correctrices effectives. Parce que la quantité de poussières potentiellement toxiques en suspension au dessus des quartiers centraux de la ville, elle, n'a pas changé. Et parce que les projets annoncés d'agrandissement du port risquent d'amplifier tous les risques en la matière.

N'y-a-t-il pas déjà chaque année 33 millions de tonnes de produits qui sont transbordés, manutentionnés à l'air libre au port de Québec? Et ne sait-on pas déjà — de l'aveu même de la commission régionale de la santé — que certaines de ces poussières (comme le nickel) sont non seulement cancérigènes ou potentiellement cancérigènes, mais sont aussi à l'origine d'une foule de problèmes de santé: rhinites, eczéma, asthme, etc.

Une assemblée très critique

Ce sont là quelques-uns des arguments qui ont été échangés lors de l'assemblée citoyenne du 16 octobre organisé par le NPD Québec au cours de laquelle prirent successivement la parole, Véronique Lalande, Raymond Côté (député fédéral de la circonscription Beauport-Limoilou) et André Bélisle de l'AQLPA (association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique). Entre 80 et 100 personnes y étaient présentes, et une fois encore on a pu mesurer comment Véronique Lalande et Louis Duchesne n'étaient pas seuls, et comment les préoccupations citoyennes étaient vives à ce sujet, chaque fois plus critiques vis-à-vis de l'incurie des pouvoirs publics, en particulier de la Commission régionale de la santé publique et du maire Labeaume qui, on le sait, après quelque pathétiques rodomontades passées, a pris tout dernièrement fait et cause pour le port et son agrandissement. Et sans la moindre « petite gêne »!

19 octobre dernier: Kevin Parent annule son spectacle

Trois jours plus tard, le 19 octobre, c'était au Port de Québec d'en rajouter, en invitant la population — dans une belle

opération de marketing politique — à une journée portes-ouvertes qui devait même être accompagnée d'un concert de Kevin Parent donné dans l'après-midi à l'Agora du Vieux-Port. Manière de fêter avec le public et de montrer, selon Mario Girard, directeur du Port de Québec, que « ce qui doit être fait, est fait actuellement (...) les canons fonctionnent très bien (...) les capteurs de poussière sont en place. On a un centre de contrôle ».

Heureusement, il y a eu le matin même un petit groupe de manifestants pour rappeler publiquement qu'il n'y aura de véritables solutions aux poussières toxiques provenant du port, que si les compagnies portuaires se décident à ne faire que du transbordement à couvert. *Initiative Vigilance Port-de-Québec* a pu rejoindre à temps Kevin Parent et l'informer du véritable contexte dans lequel il allait chanter. Ce fut en tout cas suffisant pour qu'il annule à la toute dernière minute son spectacle, heureusement!

Recours collectif accepté

Peut-être que certains pourront trouver qu'au regard des enjeux soulevés, ces

petites victoires citoyennes ne pèsent pas bien lourd dans la balance.

Elles mettent néanmoins en évidence ce que c'est par la détermination et la constance que l'on peut gagner sur le long terme des points décisifs. C'est en tout cas ce que tend à prouver un des derniers jugements de la Cour supérieure. Deux ans presque jour pour jour après l'épisode de poussières rouges du 26 octobre 2012, le recours collectif intenté par Véronique Lalande et Louis Duchesne vient d'être autorisé par le juge Pierre Ouellet.

Bien sûr, il reste encore à aller sur le fond du litige. Et bien sûr, la demande initiale a été étroitement délimitée, fermant pour l'instant la voie à des dommages-intérêts punitifs ainsi qu'à une injonction obligeant le port à éliminer toute émission de poussières.

Il n'en demeure pas moins que c'est là un pas décisif. La porte est enfin entrouverte: le port et la compagnie Arrimage Québec auront désormais des comptes à rendre devant la justice. Et cela, ne le doit-on pas aux inlassables et persévérants efforts de la lutte citoyenne?

Poussières rouges du 22 octobre 2012

Recours collectif autorisé: inscrivez-vous pour être dédommagés!

Si vous vivez dans le périmètre géographique touché par les émissions de poussières rouges (Beauport, Saint-Roch, Vieux-Limoilou, Saint-Roch, Saint-Sauveur, Saint-Malo, Maizerets etc.) et si vous avez subi à titre de propriétaire ou de locataire, des nuisances excessives (dégradation ou perte de biens, nettoyage imprévu, inconfort, etc.), vous pourriez avoir droit d'être dédommagés jusqu'à la hauteur de 3000\$.

Pour faciliter la communication entre tous et toutes et donner plus de force à cette démarche collective, inscrivez-vous au recours collectif en rejoignant: www.vigilanceportdequebec.com



Vue du port, dont les autorités prévoient doubler la surface.

PHOTO PIERRE MOUTERDE



Le collectif Emma-Goldman du Saguenay est venu se joindre aux gens de Québec pour soutenir la résistance Kurde.

PHOTO COLLECTIF EMMA-GOLDMAN

Québec soutient la résistance kurde

Par Nicolas Phébus

Samedi le 1^{er} novembre dernier une trentaine de militantes et de militants de divers horizons se sont rassemblés sur la Place d'Youville en solidarité avec la population de la ville kurde de Kobané, en Syrie, assiégée depuis le 15 septembre par le groupe djihadiste « État Islamique ».

L'évènement s'inscrivait dans le cadre d'une journée internationale de solidarité appelée par les divers mouvements de libération kurde. Plus de 206 villes dans une quarantaine de pays sur les cinq continents ont participé

au mouvement.

La ville de Kobané est devenue un symbole de la résistance contre l'obscurantisme et l'autoritarisme qui menace toute la région. C'est de là qu'est partie la révolution qui, le 19 juillet 2012, a mené à la création d'une région autonome, laïque et démocratique, dans la région de peuplement kurde de Syrie, le Rojava.

Kobané c'est l'espoir d'une coexistence pacifique de plusieurs peuples et confessions religieuses. Cela, le groupe djihadiste « État Islamique » ne peut le tolérer (pas plus que le régime d'Assad d'ailleurs, mais ce dernier a bien d'autres chats à fouetter pour l'instant). Si la ville en venait à tomber, plusieurs observateurs craignent un massacre.

Revendications

Le rassemblement du 1^{er} novembre se voulait en totale solidarité avec la population de Kobané, notamment les femmes qui sont particulièrement visées par les agresseurs, et pour la victoire de la résistance kurde et la poursuite de l'expérience d'autonomie démocratique dans la région du Rojava. De l'avis général, un corridor doit être ouvert à partir de la Turquie pour ravitailler et soutenir la résistance organisée par les Unités de protection du peuple (YPG).

Le gouvernement canadien fut également interpellé pour acheminer de l'aide mais aussi pour qu'il retire le PKK et ses organisations apparentées (comme les YPG de Kobané) de la liste

des organisations terroristes. Le Canada doit aussi modifier sa politique dans la région pour cesser d'appuyer les gouvernements qui soutiennent les divers groupes djihadistes, soit la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.

Par ailleurs, tout en soutenant la résistance kurde et en étant d'avis de lui fournir ce dont elle a besoin pour vaincre (qu'il s'agisse d'armes ou de couverture aérienne), les organisateurs et organisatrices du rassemblement ont tenu à dénoncer la nouvelle invasion occidentale en Irak pour ne pas répéter les désastres des précédentes interventions militaires occidentales dans la région qui ont, de toute évidence, alimenté la réaction islamiste.



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Droit de parole
Adhésion ou abonnement

Nom: _____
 Adresse: _____
 Téléphone: _____ Courriel: _____

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel	20\$
Abonnement institutionnel	40\$
Abonnement de soutien	50\$

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle	10\$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5\$
Abonnement et adhésion individuels	25\$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à:
 Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

Attaque terroriste au Parlement d'Ottawa, êtes-vous bien sûr ?

Il y a parfois des événements qui méritent qu'on s'y arrête avec attention, tant ils sont trompeurs et tant les dangers qu'ils annoncent sont d'un tout autre ordre que ceux que l'on pourrait imaginer. Tel pourrait bien être le cas de ce que l'on a appelé « l'attaque » du Parlement d'Ottawa, le 22 octobre 2014.

Par **Pierre Mouterde**

Un touriste débarquant à Ottawa ce jour-là aurait bien pu croire la capitale canadienne victime d'une attaque terroriste en règle. Massive, concertée, organisée, éminemment dangereuse pour le pays entier. Une attaque qui exigeait pour y faire face la mobilisation générale de tous et toutes : celle des corps policiers et des services de renseignement bien sûr, mais aussi des grands médias (soudainement sur le pied de guerre), des élites et du public en général, appelés tous à se serrer les coudes.

C'est l'impression qu'on a eue après quelques heures : nous étions soudainement attaqués et c'était le devoir des Canadiens de faire bloc derrière le Premier ministre. N'est-ce pas le message que les grandes chaînes d'information ont répercuté ad nauseam pendant tout l'après-midi, appelant chacun à être en quelque sorte au garde-à-vous ? Rappelez-vous les déclarations des 3 grands chefs de partis : « le Canada ne sera pas intimidé » (Stephen Harper); « le Canada a été ébranlé aujourd'hui, mais nous n'allons pas vaciller » (Thomas Mulcair); nous resterons

fermes (...) j'ai offert au gouvernement notre appui absolu » (Justin Trudeau).

Peur irraisonnée et unité politique

Durant quelques heures, il n'y avait plus que ce discours monocorde. Et chacun de craindre le faux pas, au cas où il ne s'inscrirait pas dans la trame de ces émotions premières faites d'un côté de peur irraisonnée, et de l'autre d'esprit de corps obligé. Surtout ne pas paraître un mauvais Canadien. Jusqu'à Gilles Ducespe – pourtant souverainiste – qui en a appelé à poursuivre devant les tribunaux qui désormais oserait en public supporter le « djihad ».

Et pas une voix discordante – ou si peu – pour rappeler le peu d'informations disponibles, pour mettre les choses en perspective, les situer dans leur contexte, séparer l'ivraie du bon grain, faire ressortir les véritables enjeux politiques sous-jacents.

Non, on ne retrouvait sur toutes les chaînes qu'une couverture à chaud se vautrant dans des émotions premières et les oppositions manichéennes, se contentant de reprendre les poncifs les

plus éculés (le bon sergent d'arme, le méchant terroriste), brochant sur la peur ambiante et ne cessant au passage de l'amplifier jusqu'à l'extrême.

À cent lieues de la réalité

La suite nous a pourtant montré qu'on était loin du compte et qu'on s'est construit – au travers d'une sorte de folie collective savamment autoalimentée – une représentation des événements à 100 lieues de la réalité.

Certes, les conservateurs du gouvernement Harper avaient plus tôt choisi – à l'encontre des oppositions parlementaires – d'entraîner l'État canadien dans une intervention militaire ciblée contre le groupe armé État islamique. Il y a bien eu deux militaires canadiens, Patrice Vincent et Nathan Cerillo, qui ont été tués en sol canadien à quelques jours d'intervalle et ils l'ont été par deux individus différents : Martin Couture-Rouleau et Michaël Zéhaf Bibeau. Mais ils ne l'ont pas été de manière concertée et encore moins sur la base d'une attaque collectivement planifiée. Les deux assaillants ne se connaissaient pas et ont agi de manière indépendante.

Difficile même de les dépeindre comme des « loups solitaires », si l'on entend par là des combattants aguerris et en dormance, prêts sur commande à en découdre au moment opportun.

En fait les responsables de ces assassinats étaient de jeunes individus dont les passeports avaient été retenus, et qui, chacun à leur manière, étaient des êtres fragiles, en proie à des problèmes de santé mentale ou de drogue, ayant en somme plus besoin de psychiatres que d'agents de la GRC. Donc, contrairement à ce que cette dernière avance pour se dédouaner, la fusillade d'Ottawa n'avait rien au sens fort « d'idéologique et de politique ».

Le véritable danger

Par contre, cette soi-disant attaque terroriste a permis au gouvernement fédéral d'alimenter ses obsessions sécuritaires et de légitimer ses volontés de durcir plus encore les lois répressives à sa disposition, fragilisant d'autant l'État de droit et la démocratie déjà passablement malmenés depuis le 11 septembre 2001. À y regarder de près, n'est-ce pas cela le véritable danger qui nous guette ?

Enquête sur la répression politique

Par **Lynda Forgues**

La Commission populaire sur la répression politique a tenu des audiences à la Maison de la coopération et de l'économie solidaire de Québec le lundi 27 octobre pour y entendre des témoignages de victimes de répression politique, depuis 1990 jusqu'à aujourd'hui. Les médias y étaient invités (pour la partie publique), mais sauf *Droit de parole* et des médias alternatifs, ils étaient absents.

Qu'est-ce que c'est, la CPRP ?

Après le printemps 2012, des associations étudiantes notamment avaient réclamé une enquête sur les abus et la brutalité policiers. Après l'élection du PQ, le pouvoir politique a décidé d'enquêter sur toute « la crise étudiante ». Quand le rapport Ménard est paru, le gouvernement libéral l'a rejeté en bloc, y compris les quelques recommandations concernant les forces policières. De leur côté, des groupes avaient décidé de mettre sur pied une vraie commission d'enquête, mais populaire, sur la répression vécue par les gens de la part des forces policières, en étendant la période aux 20 dernières années : que se passe-t-il si on résiste, si on milite, si on manifeste, au Québec ?

À Québec

Pour la ville de Québec, la commissaire locale était Véronique Laflamme, militante bien connue dans la région, et elle était accompagnée des commissaires permanents qui se sont déplacés pour l'occasion. Des représentants d'organismes, des citoyennes et des citoyens sont venus témoigner et au travers des récits, des anecdotes et des documents, les commissaires ont pu se faire un meilleur portrait de la capitale nationale sur le plan de la répression.

D'autres audiences sont prévues dans les mois à venir à Gatineau, Sherbrooke, Montréal (2e), et possiblement à Uashat et Sept-Îles. Si vous voulez témoigner, il est toujours temps de le faire, en préservant le secret si vous le désirez. Pour rejoindre la CPRP : cprp.info



Une commission pas comme les autres.

Une nouvelle série radiophonique qui dépoussière

Par Simon-Olivier Gagnon

La nouvelle série d'émissions *Faire parler 30 ans de différence* a pour but de mettre en récit des fragments de l'histoire de CKIA-FM. L'ambition n'est naturellement pas de dresser un portrait exhaustif des trois décennies de radiodiffusion sur le 96,1 et le 88,3 FM mais de disposer, de superposer, quelques citations éparées, trouvées ici sur bande magnétique crépitante, et là sur cassette poussiéreuse, qui ont été repérées durant le flânage archivistique.

Il n'en demeure pas moins que la trace la plus pertinente que l'on pourra entendre durant cette série sera du ressort des archives vivantes, de l'expression même des réalisateurs et réalisatrices de la station depuis trente ans.

À travers cette démarche d'archéologie radiophonique, l'expérimentation de l'émission a pour objectif de décrire, dans une forme qui soit le plus simple possible, un montage, une mosaïque, une vitrine de la mémoire collective que Radio Basse-Ville a contribué à pérenniser et à diffuser sur les ondes hertziennes.

En bons psychanalystes que nous som-

mes tous et toutes à un certain degré pour soi et pour autrui, l'intention est de «faire parler» – et le nom de l'émission indique bien sa plus que modeste ambition – les artisan-e-s du microphone qui se sont succédé au fil des trois décennies, les citations d'archives, une histoire communautaire de l'écoulé, du dire et du chanté.

En espérant que ce flânage à travers les archives puisse avoir un effet radiothérapeutique sur son auditoire ou, à tout de moins, sur celles et ceux qui auront participé à sa réalisation. L'émission *Faire parler* scrute le déjà-dit, veut l'entendre à nouveau, pour le réactualiser. Répéter le

déjà-dit, c'est faire de la culture, diffuser le déjà-dit, c'est le dessein de CKIA-FM depuis trente ans, revisiter les archives, c'est peut-être créer de l'inédit.

Cette émission pourrait s'inscrire dans l'*Ouvroir de radiophonie potentielle* (OuRaPo) de CKIA-FM 88,3 Radio Basse-Ville, Ouvroir destiné à une écriture radiophonique assimilatrice de contenus historiques, spécialement pour célébrer trente ans d'association libre, de franc-parler, d'expressivité-esthétique polyphonique.

Faire parler 30 ans de différence, le samedi, de midi à 13h à CKIA-FM, 88,3.



PROGRAMME POUR LES MÉNAGES À FAIBLE REVENU
OBTENEZ UN FRIGO NEUF POUR SEULEMENT 75 \$

Si votre frigo a 14 ans ou plus, vous êtes peut-être admissible à notre programme pour les ménages à faible revenu qui vous permettrait de le remplacer par un frigo neuf homologué ENERGY STAR® pour seulement 75 \$, 95 \$ ou 120 \$. Vous pourriez ainsi réduire votre facture d'électricité.

 **Composez sans frais le 1 877 222-0809 pour vous inscrire.**
hydroquebec.com/faible-revenu-frigo



Note: assurez-vous que le programme soit en cours dans votre région.



5 novembre devant le Château Frontenac. PHOTO COURTOISIE

Qui mène une vie de château?

Par Lynda Forgues

Une conférence des responsables du logement du Canada et du Québec se déroulait au Château Frontenac de Québec, le 5 novembre dernier. À l'invitation du FRAPRU, plus de 70 personnes se sont rendues sur l'heure du midi avec des casseroles pour leur rappeler que la vie de bien des locataires n'est pas une vie de château.

La fin des subventions aux logements sociaux par le gouvernement fédéral va mettre en danger, dès 2015, des milliers de coops dont plusieurs situées à Québec même. Les subventions fédérales directes servent à l'aide financière aux locataires à très faible revenu qui occupent entre 15 % et 50 % des appartements coopératifs.

De plus, le Québec reçoit présentement 333 millions \$ par an d'Ottawa pour d'autres logements sociaux, les HLM notamment, et des logements subventionnés qui sont à l'usage exclusif des ménages pauvres.

Une des craintes du FRAPRU

Une des craintes du Front populaire en réaménagement urbain? Avec le désengagement fédéral, le gouvernement québécois en cette période d'austérité où il coupe chez les plus démunis, va sans doute chercher à réduire sa facture en haussant les loyers des logements sociaux, et en les privatisant.

François Saillant le rappelle: «le gouvernement fédéral a une responsabilité à l'égard des [locataires pauvres] au Québec, qui doivent, mois après mois, payer plus de la moitié de leur revenu en loyer, souvent pour demeurer dans des logements de mauvaise qualité, trop petits pour la taille de leur famille».

BD de Bertrand Dugas

À la défense des bélugas

Par Gilles Simard

« C'est un crime moral que de permettre à TransCanada de construire son oléoduc le long d'un fleuve aussi beau et aussi fragile que le Saint-Laurent, » s'exclamait récemment le bédéiste-infographiste Bertrand Dugas, à l'occasion du lancement de sa BD pour enfants, à l'Espace galerie Sherpa, en Basse-ville de Québec.

Intitulé *Éloi et Éloïse dans Luca le béluga*, l'ouvrage, qui se situe entre le conte, le roman graphique et la bande dessinée, vise à rejoindre les enfants et leurs parents afin de les sensibiliser aux dangers de l'impact humain sur l'écosystème marin du Québec.

Constitué de dizaines de planches d'aquarelle et d'un texte facilement accessible, il met en scène deux jeunes enfants à qui Luca, un sympathique béluga, dévoile son quotidien des plus incertains au fil de leurs jeux.

« Le béluga est un mammifère marin unique, spécifique au Québec dont la petite population d'à peu près mille individus va sans cesse déclinant, lance

Dugas qui se définit lui-même comme un écologiste pragmatique. Et là, on a le trio fantoche Heurtel-Couillard-Arcand, vendu aux intérêts des pétroliers de l'Ouest, qui donne bassement son aval pour qu'on vienne foutre le bordel dans la pouponnière des bélugas? Franchement, ça n'a pas de maudit bon sens. On ne peut pas laisser passer ça! », vocifère l'auteur qui aura mis trois mois à réaliser l'album, le troisième de sa carrière.

« En fait, de préciser le bédéiste, il y a déjà longtemps que je voulais parler du fleuve St-Laurent qui est l'une de nos plus belles richesses naturelles, mais dont l'état de santé est très précaire à cause de l'achalandage commercial et humain. Si j'avais parlé de la baisse des stocks de morue, ça n'aurait pas été la même chose... Mais là, avec Cacouna, les bélugas, et le fait qu'on construit une jetée directement dans leur habitat, il y aura peut-être un mouvement de masse irréversible », conclut avec espoir l'auteur des aventures de Brian Tofu. Bertrand Dugas, dont c'est la troisième œuvre éditée par les *Éd. La Grande Marée*, planche actuellement sur un troisième tome des aventures

de Brian Tofu, son personnage fétiche. À noter qu'une partie des profits de Luca le béluga devrait aller au Gremm (Groupe de recherches et d'études sur les mammifères marins) dont il a reçu l'appui moral.

L'album est en vente (12\$) dans toutes les librairies du Québec.

Le projet de port pétrolier de Cacouna menace la survie des bélugas du Saint-Laurent, une population de moins de 1000 individus qui habitent une portion de l'estuaire entre l'île du Bic et l'Isle-aux-Coudres. Certaines zones, désignées par la Loi sur les espèces en péril comme l'« espace essentiel » du béluga, sont habitées par les femelles et les jeunes. Or, l'une des zones est située sous les éventuels piliers du port pétrolier de Cacouna. C'est là que TransCanada veut construire une jetée de 700 m, à l'endroit précis où les bélugas s'alimentent au printemps et élèvent leurs jeunes à l'automne.



Premier disque de Stéphane Robitaille

Paroles acidulées, chantées avec douceur et sang-froid

Par Marc Boutin

Le titre manque un peu d'élégance mais la musique et le contenu n'en manquent pas. Les paroles vont direct au but, rien de superflu, pas de remplissage littéraire. La musique est acoustique, presque rétro, avec des thèmes classiques et un contenu actuel. La chanson à texte est réhabilitée avec « pas de » percussion de type « ti-que-tac boum boum, ti-que-tac bang bang » qui souvent enterre l'essentiel.

Dans *Fuck you mon amour*, le thème des-filles-et-de-l'amour est à l'honneur. D'ailleurs, en entendant « vas-tu m'aimer encore quand je ne banderai plus depuis longtemps? », je me suis rendu compte qu'il était grand temps que je pose la question à ma blonde! Stéphane, bien connu dans les milieux populaires du centre-ville de Québec, propose aussi un hymne national pour le BAIL (Chanson qui déménage), une fin du monde déjantée « ce jour-là Bernard Derome sera en ondes » et nous met en garde : « il faut pas tout dire à son psy. »

Tendresse, compassion, révolte et ironie ont rendez-vous avec l'humour, par exemple : des colocs qui pensent « prendre leur douche ensemble » pour sauver sur le compte d'électricité avant de se rendre compte, du fond de leur taudis, qu'ils « habitent un futur condo » et doivent déguerpir. Et que dire de la « très belle journée pour se tuer » où Stéphane rejoint les rangs de ces maîtres de la dérision québécoise qui ont traité du même sujet, Félix Leclerc et Raymond Lévesque.

Le contraste entre la voix calme du chanteur et les paroles qui frappent font que le message passe. Dans une de ses chansons, Stéphane lance l'idée que le message, c'est qu'il n'y a pas de message, mais il ne faut pas le croire. Il nous en lance quand même plusieurs. Et des politiques.

Il souhaite voir le jour – même si ce jour-là, nous serons morts mon frère – où « le grand capital sera décapité » et « le pape empaillé au musée des horreurs ». Et à quelle conclusion nous amène le texte sur « les propriétaires qui nous possèdent » sinon qu'il faut nationaliser au plus vite le parc immobilier ?

Proche de la pure tradition folk avec une musique au service des paroles, un beau cadeau de Noël militant. Pour une fois que *Droit de Parole* encourage à la consommation, lâchez-vous lousse.



Un film de filles qui chassent

Par Michaël Lachance

Premier long métrage de la cinéaste de Québec Julie Lambert, « Un film de chasse de filles », ne sera pas à l'affiche dans un cinéma près de chez vous. Peut-être, avez-vous eu la chance de voir la première du film au Palais Montcalm, dans le cadre du Festival de cinéma de la ville de Québec (FCVQ)?

Le long métrage a joué d'une courte programmation de cinq jours en ligne sur le site Tou.tv de Radio-Canada, à la demande de Téléfilm Canada, dont la cinéaste a reçu une subvention du nouveau programme pour les films à micro-budget. Téléfilm Canada exigeait une diffusion numérique trois mois après le parachèvement de la copie zéro, c'est-à-dire très tôt dans le processus de distribution et de diffusion du film. Pour les internautes curieux, le visionnement a été possible uniquement sur achat. C'est donc dire que le film de Julie Lambert a été présenté en ligne pour satisfaire les nouvelles contraintes du subventionnaire, plus que pour engranger des bénéfices et/ou des lectures. Tout cela a eu pour effet de faire déchanter les exploitants de salles au Québec qui, dans un élan de solidarité courageux, ont tous retiré le film de leurs programmations respectives. Le cinéma québécois a bien besoin de ça ces temps-ci, surtout en cette ère du numérique, du

piratage et autres « streaming », où le paradigme de diffusion a bien changé depuis le documentaire de 1925 « Dans le bois », de Mgr Albert Tessier.

Retour sur un film primé trois fois au FCVQ et dont le visionnement sera possible, grâce aux efforts de la productrice et de son équipe, pour contrecarrer une mesure stupide qui prive les cinéphiles d'un bon film « made in Québec City ».

Le film de Julie Lambert reprend un peu là où Pierre Perreault a laissé avec son magnifique documentaire sur la chasse « La bête lumineuse ». Campé dans un univers rural où la chasse fait partie des mœurs depuis l'invention du pédalo, le film de la cinéaste de Québec met en scène des filles pour qui la chasse est un sport sérieux. Le cadre central du film ethno-sociologique repose sur cet aspect méconnu au Québec: la chasse au féminin. Cela se passe entre des femmes et leurs filles. Le film, sans aucune forme de maquillage, opte pour l'observation directe, le témoignage brut, sans mise en scène. Bref, c'est dans le pur esprit et le respect du cinéma direct: ses codes, ses sentiers, sa forme.

Si Pierre Perreault a défriché le ter-

rain pour les nouvelles générations de documentaristes, Julie Lambert ne marche pas nécessairement dans les mêmes traces. Car elle a du flair cette cinéaste! Certes, le sujet est marginal – admettons que cette pratique de la chasse chez les femmes au Québec n'est pas courante –, mais il permet de jeter un regard nouveau sur la psychologie féminine que Freud n'a heureusement pas abordé. Pour cela, c'est déjà tout un défi, lorsque l'on sait toute l'outrecuidance du psychanalyste touche-à-tout en matière de psyché et de sexualité...

« Le grand prix du public, le prix du meilleur premier film et mention honorable du jury dans la catégorie grand prix de la compétition au FCVQ. »

Ce genre d'exercice, lié à l'étude des filles qui chassent, impose ses limites, surtout en ce qui a trait à la neutralité du sujet, ce qui n'empêchera pas la cinéaste de passer de l'autre côté de la caméra pour pratiquer elle-même la chasse. Comment faire autrement qu'habiter le sujet par transfiguration afin de tendre le plus possible vers l'objectivité. Du reste, en vivant les émotions qui

envahissent tout chasseur, homme ou femme, la cinéaste fait vivre, par l'expérience, tout ce qu'implique sur le plan psychologique et physique (Buck Fever) la mise à mort d'un animal. Le stress, la fébrilité, la joie, la peine, la culpabilité, le doute et tutti quanti sont illustrés à merveille par la cinéaste. Cela a pour effet de donner vie au sujet de manière sensible. Les personnages sont attachants, affectueux, humains, méticuleux, adroits, drôles, bref, on découvre un monde méconnu, ne serait-ce que par les méthodes utilisées par les filles pour chasser. On est loin de la brute éthylique qui rugit devant un cervidé, de l'écume au bord des lèvres. On s'attache aux personnages comme aux animaux, on aime les plans de coupe sur la forêt, les montages, les magnifiques paysages du Québec tout en songeant à toute cette viande que l'on consomme, sans trop savoir d'où elle provient. Peut-être devrions-nous suivre les pas de ces courageuses femmes et tor dre le cou de quelques poulets, ne serait-ce que pour prendre conscience de la vie qui habite chaque animal? Car, si pour Descartes l'animal est une machine, pour Julie Lambert, ce sont des créatures vivantes que l'on doit respecter et chasser de façon responsable et sécuritaire, chose dont les filles s'acquittent avec zèle et méthode. Un discours sur la méthode à ne pas manquer, en salle ou sur DVD.

Le 29 novembre à l'espace Félix-Leclerc, 682 Chemin Royal, Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, 19 h 30.



Photo de tournage du documentaire Un film de chasse de filles.

Les hippies de la forêt et nous

Des bonobos et des Hommes raconte le combat de Congolais et d'Étatsuniens contre la destruction de la forêt équatoriale du Congo, deuxième poumon de la planète, et contre l'extinction des bonobos dans cet immense pays au cœur de l'Afrique dévasté par des guerres postcoloniales.

Avec un authentique talent de conteur, Deni Bécard relate le travail d'une ONG conservacionniste auprès de cette communauté de grands singes pour livrer une profonde réflexion sur la condition humaine, la guerre et les défis écologiques à venir. Surnommés les « hippies de la forêt », les bonobos partagent près de 99% de leur ADN avec les êtres humains et désamorcent les conflits sociaux par le biais de la sexualité.

Cette chronique vivante et poétique de l'Afrique des Grands Lacs, qui navigue habilement entre l'essai philosophique et le récit de voyage, suit le travail patient et précieux des différents protagonistes de cette organisation, qui défendent une conservation en lien avec les communautés locales, respectant leurs modes de vie et leurs besoins, loin de la logique des modèles occidentaux. Bécard raconte leurs histoires, leurs passions et leurs questionnements avec comme toile de fond l'histoire du pays, la philosophie des Congolais vis-à-vis de la nature et leurs relations avec les Occiden-

taux, souvent entachées de méfiance...

Dans un savoureux mélange des genres, Bécard passe d'une leçon sur les changements climatiques et sur l'évolution des espèces à la traversée hasardeuse de ponts en pleine brousse et à ses rencontres avec des bonobos indolents ou provocateurs. Et à travers cette histoire toute particulière des bonobos, il offre une histoire universelle sur notre humanité.



Deni Bécard
Des bonobos et des Hommes, Voyage au cœur du Congo
Les Éditions Écosociété
Année: 2014
448 pages

Vers une anti-spéculation immobilière

Dans un contexte où la spéculation immobilière triomphe, où le droit au logement est sans cesse bafoué et l'accès à la terre de plus en plus difficile, la solution pourrait-elle nous venir des États-Unis sous la forme de ce qu'on appelle là-bas et en Europe les *Community Land Trusts*? Puisant leurs racines dans la tradition autochtone et la pratique ancestrale des terres communales (commons) de la Nouvelle-Angleterre, les fiducies foncières communautaires (FFC) visent à développer un mode de propriété qui protège la terre au bénéfice de ceux et de celles qui y vivent et qui l'exploitent, et non pas de ceux et de celles qui l'acquiescent dans le seul but de s'enrichir.

Les textes regroupés dans le *Manuel d'antispeculation immobilière* définissent le modèle des FFC et fournissent des outils pour mettre en branle ce type d'initiatives qui allient propriété collective de la terre et propriété individuelle du patrimoine bâti, tout en favorisant la mise en commun des gains résultant de l'effort collectif. L'ouvrage est bonifié par un aperçu de ce qui se fait à l'heure actuelle en Belgique et en France.

En mettant l'accent sur la conservation de la nature, le respect de la terre et le développement communautaire, en proposant des prix abordables pour se loger et en protégeant la propriété contre la spéculation im-

mobilière pour les générations à venir, le modèle des FFC est appelé à jouer un rôle grandissant dans les prochaines décennies.

Le *Manuel d'anti-spéculation immobilière* risque de s'imposer rapidement comme un ouvrage de référence, et les FFC de constituer un antidote à la logique spéculative qui gangrène les marchés immobiliers et fonciers traditionnels.



John Emmeus Davis
Manuel d'antispeculation immobilière. Une introduction aux fiducies foncières communautaires
Les Éditions Écosociété
Année: 2014
216 pages

Contre la techno à tout prix

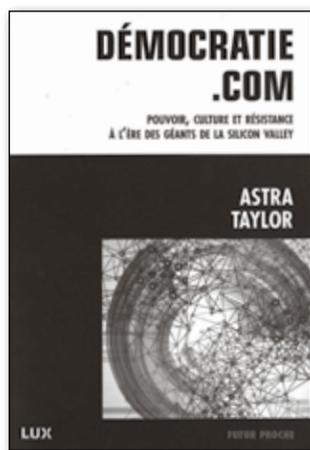
Nombreux sont ceux qui ont salué l'avènement d'internet comme le déferlement d'une force de démocratisation sans précédent. L'apparition d'un espace illimité où tout un chacun pouvait s'exprimer et être entendu ouvrait grand l'horizon des possibles culturels, politiques et économiques. Or, après quelque vingt ans de web, peut-on dire que cette vision s'est concrétisée?

Avec internet, il n'y a pas eu révolution, mais réorganisation, affirme Astra Taylor. Le pouvoir a changé de main - les magnats de la Silicon Valley ont remplacé les nababs d'Hollywood - et les pires travers du système médiatique ont proliféré en ligne. Tel qu'il est aujourd'hui, le web reflète et amplifie les inégalités du monde réel au moins autant qu'il les atténue.

Sans tomber dans un scepticisme stérile, *Démocratie.com* critique les discours techno-utopiques des penseurs des nouveaux médias et des militants pour le libre accès. Astra Taylor rappelle que la démocratie n'est pas une émanation directe des technologies et que pour faire d'internet une véritable plateforme populaire, il faut créer les conditions d'une culture

démocratique durable.

Neutralité d'internet, grands monopoles, protection de la vie privée, propriété intellectuelle et industrie culturelle à réinventer... les défis ne manquent pas.



Astra Taylor
Démocratie.com, Pouvoir, culture et résistance à l'ère des géants de la Silicon Valley
Les Éditions Lux
Année: 2014
304 pages

Renauderie

Le restaurant libanais

Par Renaud Pilote

L'autre soir, j'étais inconfortablement assis au libanais du coin et lisais le *Journal de Québec*, un shawarma pita à la main. Apprenant que la menace terroriste était désormais partout, je devins soudain piteux et perdis l'appétit. Alarmée, mon attention s'accrocha alors à ce qui m'entourait. Le lieu m'apparut glauque, quoique coloré; citronné, certes, mais néanmoins insalubre: j'espérais seulement ne pas avoir à aller aux toilettes avant mon départ. Assis sur un tabouret derrière le comptoir, le jeune qui avait découpé ma portion d'agneau s'affairait sans trop d'enthousiasme à répondre à un texto. Lui et moi étions seuls dans le resto, quoiqu'une télévision ouverte dans l'arrière-boutique me laissait supposer la présence d'un téléspectateur tapi dans l'ombre. La musique, qui cherchait probablement à nous ouvrir les portes de l'orient, ne parvenait qu'à masquer un peu le couinement de la broche rotative entourée d'éléments chauffants. En soi, rien de tout cela ne m'inquiétait: je venais ici souvent et l'ensemble correspondait grosso modo au monde tel que je le connaissais avant. Avant. «Eh puis non!» me dis-je, «Je ne me laisserai pas intimider par les médias...» je repris ainsi courage et avalai une autre bouchée: cette mayonnaise à l'ail avait toujours eu le don de me revigorer l'âme.

Soudain, une femme portant le hijab sortit de la mystérieuse arrière-boutique pour venir parler à mon déchiqueteur de viande dans la langue d'Ismaël. Elle en avait visiblement long à lui dire sur un sujet en particulier, car sa tirade fut ininterrompue pendant deux bonnes minutes. Quoique clairement concerné par l'affaire, l'autre ne quittait pas des yeux son bidule et répondait en monosyllabes aux remontrances de madame. À un certain moment, la femme se tourna vers moi et nos regards se croisèrent. Ma présence sembla l'exaspérer, comme si elle m'eut mis dans le même bateau que son interlocuteur. Je pinçai les lèvres et hochai la tête pour lui signifier ma sympathie, mais j'eus alors l'impression que ma mimique fut la goutte qui débordait du vase, car elle repartit illico dans ses appartements. Quelques secondes plus tard, je vis le jeune homme, soupirant, se diriger vers les toilettes, une vadrouille à la main. Ces petites scènes de la vie quotidienne ont toujours eu le don de me faire sourire.

C'est alors qu'entra un client muni d'une valise et d'un complet plutôt laid. Personne n'étant au comptoir, il s'impacienta rapidement en regardant sa montre. J'intervins et lui dis que le commis lavait les toilettes, que ça ne devrait pas être trop long. L'homme sacra sans retenue juste avant que la femme ne surgisse de son repaire télévisé pour lui demander ce qu'il désirait. Son choix avait l'air décidé depuis longtemps et consistait en un shish merguez extra sauce piquante avec patates on the side. Puis il ajouta: «Condonc, t'as pas besoin de net, toé, avec ça su'a tête!» et conclut le tout d'un gros rire gras. Ah! oui, les malaises ont toujours eu le don de me faire roter, c'est spécial mais c'est comme ça.

J'étais somme toute content de mon repas. J'avais été diverti et avais vu un connard se faire rabrouer solide par plus petit que lui. J'étais passé de l'angoisse confuse à la sérénité confiante et j'avais bien fait d'opter pour un extra navets confits dans mon pita shawarma, car ils s'avèrent particulièrement délicieux.



12 NOVEMBRE

Comprendre ensemble la mort de Guy Blouin

Comprendre ensemble pour mieux agir, est un événement organisé par l'Engrenage Saint-Roch pour réfléchir à des pistes d'actions. Avec la Ligue des droits et libertés et le Répac, à 13h, au 545, rue Saint-François Est (sous-sol de l'église Saint-Roch). Suivi d'une soupe populaire à 17h, sur le Parvis de l'église.

12 NOVEMBRE

Assemblée générale de Droit de parole

C'est l'occasion de devenir membre ou de renouveler votre carte de membre. À 19h au 266 St-Vallier Ouest.

14 NOVEMBRE

Vendredi de poésie au Tam-Tam café

Avec entre autres, Agnès Riverin, Renée Gagnon et Isabelle St-Pierre. À 20h30, au 421, boul. Langelier

14 NOVEMBRE

Passe, passe le temps

Vernissage, œuvres de Réjeanne Lizotte L'Espace Galerie Sherpa est fier d'accueillir en ses murs une exposition de l'artiste professionnelle Réjeanne Lizotte. Ce sera l'occasion de mettre en lumière une sélection d'œuvres créées de 1986 à 2011. Le vernissage en présence de l'artiste, aura lieu de 5 à 7 au 130 boul. Charest Est. L'exposition se poursuivra jusqu'au 5 décembre.

17 NOVEMBRE

Mobilisation contre l'austérité

Contre les fermetures de postes et les coupes en santé et services sociaux. De 13h à 15h, file symbolique sur les trottoirs autour du CLSC Haute-ville, 55, Ch. Ste-Foy. Avec distribution de tracts.

18 NOVEMBRE

Réforme du mode de scrutin : appui au dépôt d'une pétition

Le dépôt d'une pétition par Manon Massé aura lieu à l'Assemblée nationale. Invitation aux citoyen-nes à venir appuyer la réforme du scrutin en se rassemblant devant le parlement de midi à 16h.

18 AU 23 NOVEMBRE 2014

2^e édition du Festival de la Parole au Conte

Le rendez-vous de la parole contée à Québec, aux Voûtes de la Maison Chevalier et à l'Espace Galerie Sherpa, 130, boul. Charest Est.

19 NOVEMBRE

Film : Un jardin sans lendemain

Documentaire sur des membres d'un jardin collectif de Québec confrontés à la vente imminente de la terre où ils jardinent. À la Korrigane, 380, Dorchester. Projection-débat entrée libre.

20 NOVEMBRE

Le secteur minier :

droits humains et activité économique

Relations et enjeux à l'échelle internationale. Conférence-midi avec Bonnie Campbell. À l'Université Laval, Pavillon De Koninck, Salle 3A 11h30 à 13h. L'entrée est libre.

20 NOVEMBRE

Pas de prison pour les contraventions

Conférence de M.E. Sylvestre prof à l'Université d'Ottawa. À l'Université Laval, Pavillon De Koninck, Salle 2C 12h30.

21 NOVEMBRE

Faubourg en poésie

Quelque chose, quelqu'un, quelque part. Six poètes invités. Une scène libre est offerte. À la Librairie Saint-Jean

Baptiste, 565 rue Saint-Jean, 19h, entrée libre.

25 NOVEMBRE

Conférences sur les OGM

En quoi consiste le génie génétique? Université Laval, Pavillon Alphonse-Desjardins, Amphithéâtre Hydro-Québec. 19h15, Contribution volontaire.

27 NOVEMBRE

AGA de l'Agité

Venez supporter votre bar coopératif préféré. 19h, au 252, Dorchester.

29 NOVEMBRE

Projection du film

Un film de chasse de filles. À l'espace Félix-Leclerc, 682 Chemin Royal, Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, 19h30.



MANIFESTATION 29 NOVEMBRE 2014

refusonslausterite.org
RASSEMBLEMENT : 12 h
DÉPART : 13 h

MONTRÉAL
Place du Canada (angle
Peel et René-Lévesque)

QUÉBEC
Parc des Champs-de-Bataille
(plaines d'Abraham)